

ENQUETE SUR LE SECTEUR NON STRUCTURE EN TUNISIE⁺

par J. CHARMES, économiste

I. QUOI ET POURQUOI ?

On appelle "Secteur Non Structuré" ou "Secteur Informel" l'ensemble des activités de production, de service ou de distribution prises en charge par des unités de petite taille (moins de 10 employés) sur un marché où règne une forte concurrence, et où les règles du jeu fixées par la puissance publique (dans les domaines du travail et de la fiscalité notamment) sont, sinon inconnues, du moins résolument transgressées.

Or ces activités peuvent représenter une part importante de l'activité économique nationale, tant du point de vue de l'emploi que du point de vue de la production. On doit d'ailleurs au BIT de s'y être intéressé le premier dans le cadre du Programme Mondial de l'Emploi, et d'avoir vulgarisé le terme de "Secteur non Structuré", et à l'OCDE de s'être penché sur la prise en compte de ces activités dans les Comptes Nationaux.

Pour ce qui est de la Tunisie, on sait désormais - et c'est un des premiers résultats de la présente enquête - que les établissements de deux employés et moins représentent plus de la moitié du nombre total des établissements, que les établissements de moins de 10 employés représentent près de la moitié de l'emploi total non agricole dans le secteur privé, et que la médiane descend à 5 employés dans certaines branches (comme la menuiserie-ébénisterie, et les garages) où le secteur non structuré représente à la fois plus de la moitié de l'emploi et plus de la moitié de la production.

Outre le fait qu'elle va permettre de prendre désormais en compte tout un secteur de l'activité économique négligé jusqu'à présent par les statistiques, les Comptes Nationaux et la Planification, l'Enquête sur le Secteur Non Structuré en Tunisie a également été (et continue à être) l'occasion d'explorer et de raffermir les voies de collaboration entre socio-économistes d'une part, et statisticiens et planificateurs d'autre part.

(+) Le programme de recherche dont il s'agit fait l'objet d'une action conjointe (Convention de type B) entre l'ORSTOM et l'Institut National de la Statistique de Tunisie (INS).

En ce sens, l'enquête sur le Secteur Non Structuré en Tunisie se rattache à l'idée centrale qui avait été à l'origine de la création du groupe de recherche AMIRA (1) en 1975 : Faire collaborer et communiquer entre elles, et se transformer mutuellement, toutes les disciplines (de l'Anthropologie jusqu'à la Planification) qui créent et utilisent l'information nécessaire à l'appréhension et à la compréhension des milieux ruraux ou informels que les concepts et méthodes classiques ne permettent pas de saisir correctement.

Il est significatif, de ce point de vue, que ce soit à propos du Secteur non Structuré qu'un pont ait pu être jeté avec le plus de facilité, entre les diverses disciplines. Cela tient surtout au fait qu'il s'agit d'activités marchandes (ce qui est moins évident pour les activités agricoles de subsistance (2), et qu'en conséquence le pont jeté est essentiellement d'ordre méthodologique, beaucoup plus que d'ordre conceptuel : les cadres de la Comptabilité Nationale et de la planification ont pu être conservés, au moins dans une première étape. Il n'est pas impossible cependant qu'au terme de la démarche entreprise, les définitions et concepts classiques soient remis en question, et qu'alors la tentation du no-bridge refasse son apparition.

Il n'en reste pas moins que les enseignements méthodologiques sont déjà importants et que, par nombre de ses aspects, l'enquête sur le Secteur Non Structuré en Tunisie est une expérience novatrice et riche en développements.

II. COMMENT ?

Le système d'enquêtes mis en place par l'Institut National de la Statistique est un système complexe qui place la Tunisie à l'avant garde dans ce domaine.

Le dispositif d'enquête comprend : un recensement exhaustif des établissements dans tous les secteurs de l'activité économique, des monographies socio-économiques pour les plus importants des secteurs de l'activité économique non structurée, enfin des sondages sectoriels dont l'objectif principal est de quantifier la part des entreprises non structurées dans l'emploi et la valeur ajoutée du secteur.

(1) Le groupe de recherche AMIRA (Amélioration des Méthodes d'Investigation en milieu Rural Africain) est le fruit d'une action conjointe INSEE-ORSTOM-Ministère de la Coopération. Tout en conservant son sigle, il étend désormais son champ d'étude au Secteur Informel et aux continents Asiatique et Latino-Américain.

(2) Encore que l'on puisse aisément soutenir le contraire.

1) Le recensement exhaustif des établissements a été effectué dans toutes les communes urbaines de Tunisie entre 1976 et 1978. Son exploitation est en cours et les premiers résultats sortiront incessamment. Opération lourde et coûteuse, et par conséquent rarement menée à bien, un tel recensement offre de multiples avantages :

- Constitution d'un fichier des établissements et des entreprises, avec classement par taille, activité et localisation géographique. Un tel investissement implique une mise à jour régulière.
- Complément et recoupement pour les autres sources de données sur l'emploi que sont le Recensement Général de la Population et l'Enquête par sondage sur l'emploi.
- Délimitation plus stricte et plus objective de la frontière entre recensement industriel et enquête sur le secteur non structuré : la taille de l'établissement est alors le critère principal, mais aussi la composition de la main d'oeuvre (ouvriers-apprentis) et l'existence d'une assurance et d'une comptabilité : autant de caractéristiques qui ont été relevées.
- Analyse de la sensibilité des investisseurs à la conjoncture nationale et internationale : La date de création des établissements devrait nous permettre de différencier les secteurs d'activité dans cette perspective.
- Enfin, constitution d'une base de sondage pour l'enquête sur le Secteur Non Structuré.

2) Monographies socio-économiques et sondages sectoriels.

Pour l'ensemble des secteurs d'activité où la petite entreprise est dominante (1) il a été décidé de mener un certain nombre d'enquêtes sectorielles, le principe d'un questionnaire unique n'a pas été retenu, et c'est précisément pour cette tâche d'élaboration de questionnaires adaptés à la réalité de chaque secteur qu'un socio-économiste a été amené à collaborer avec des statisticiens.

Procédant par enregistrement au magnétophone d'une série d'entretiens avec un nombre limité d'artisans, les monographies de métier consistent à appréhender les mécanismes de fonctionnement et les problèmes de chaque profession à partir de la vision qu'en ont les artisans eux-mêmes. Elles ont également servi à tester des méthodes de quantification de variables aussi importantes pour le planificateur et le comptable National que le sont la valeur ajoutée, les consommations intermédiaires, les marges bénéficiaires, etc...

(1) Il s'agit des secteurs suivants : Bois, Mécanique, Métal, Cuir, Textile, Boulangerie, Electricité, Plomberie. Le Commerce reste provisoirement en dehors du champ de l'enquête.

Le contenu des interviews (1) sert, non seulement à élaborer le questionnaire statistique pour le secteur, mais encore à interpréter les résultats grâce aux informations qualitatives que les chiffres ne laissent pas toujours transparaître.

Le sondage sur le secteur bois a été réalisé sur un échantillon de plus de 150 unités à Tunis et à Sfax. Il est en cours d'exploitation, et le sondage sur les garagistes sera effectué avant la fin de l'année 1978.

Ces sondages qui portent sur des unités de moins de 10 employés visent à approfondir 3 domaines essentiellement :

- La structure de l'emploi et les rémunérations,
- l'estimation de la valeur ajoutée et de la production,
- l'établissement d'une typologie des entreprises en fonction des structures et des comportements.

Les travaux déjà accomplis et les multiples problèmes posés par l'exploitation des données sont d'un très grand intérêt sur le plan méthodologique, et c'est sans doute là l'enseignement le plus tangible, en attendant les premiers résultats définitifs.

Le principal complément qui pourrait être apporté à ce système d'enquête reste l'étude du secteur commercial et des circuits de distribution. C'est pourquoi, nous présentons le projet de recherche ci-dessous qui intéresse de nombreux organismes nationaux. Il s'agit simplement d'un canevas non rigide à l'intérieur duquel il serait loisible de moduler les enquêtes adaptées qui s'imposent.

Bien que ces enquêtes n'aient pas été inscrites dans le programme de l'Institut National de la Statistique, il est certain que cet Institut est le mieux placé pour se charger de leur direction et de leur mise en œuvre. Il n'y aurait d'ailleurs aucune difficulté à les intégrer dans le cadre des études sur le Secteur Non Structuré dont elles sont un complément indispensable. De plus il convient de profiter d'urgence du caractère récent du recensement des établissements.

Compte tenu de ce qui vient d'être dit, l'Institut National de la Statistique devrait pouvoir disposer à cet effet d'un expert (de l'ORSTOM par exemple), et d'un financement extérieur (de la DGRST par exemple).

(1) Les interviews des menuisiers-ébénistes ont déjà été publiées. Celles des garagistes sont en cours de publication.

III. PROJET DE RECHERCHE SUR LE SECTEUR TERTIAIRE ET LES CIRCUITS DE DISTRIBUTION EN TUNISIE

Le secteur tertiaire (commerce et services) est sans doute le secteur de l'économie tunisienne le plus mal connu. Il a fait l'objet de quelques études, en nombre restreint, relativement ponctuelles et plus ou moins superficielles, de telle sorte que sa prise en compte par la Comptabilité Nationale et la Planification s'avère difficile, et en tout état de cause, insatisfaisante.

Par ailleurs, l'élucidation des mécanismes de la distribution et de la formation des prix, et l'exploitation des divers circuits de distribution, est, depuis un certain temps, une préoccupation constante des responsables de la politique économique tunisienne.

Confronté à cette double préoccupation, l'Institut National de la Statistique a décidé de mettre en place un dispositif d'enquêtes sur le secteur tertiaire et les circuits de distribution, qui permettra d'en saisir les divers aspects.

Outre l'expérience qu'il a accumulée dans des domaines tout aussi difficiles à appréhender (notamment le Secteur Non Structuré), l'I.N.S. dispose d'un atout incomparable qui en fait le naturel maître d'oeuvre de l'enquête proposée : le recensement des établissements effectué dans l'ensemble des communes urbaines de Tunisie, entre 1976 et 1978.

Il apparaît primordial de profiter du caractère récent de ce recensement des établissements, et de la très bonne connaissance statistique que l'on a ainsi du secteur tertiaire sur les plans de la localisation et des emplois, pour l'utiliser comme base de sondage d'enquêtes sectorielles plus approfondies.

Le présent projet de recherche vise deux objectifs essentiels :

- 1) la mise en place d'un système intégré d'observation sur le secteur tertiaire de l'économie urbaine, du double point de vue de l'emploi et des rémunérations, et de la valeur ajoutée.
- 2) La compréhension des mécanismes de la distribution des produits, et de la formation des prix.

1) Système intégré d'observation du secteur tertiaire de l'économie urbaine

L'I.N.S. a pour ambition de réaliser dans le secteur tertiaire un système d'observation qui serait le pendant exact de celui que l'Institut achève de mettre en place dans le secteur secondaire. Il s'agirait donc :

- d'élaborer un système permanent d'observation du secteur tertiaire moderne.

Ce système serait l'équivalent de l'enquête annuelle que mène l'I.N.S. sur le secteur industriel sous la dénomination de "Recensement industriel". Cela implique que l'on définisse auparavant, avec suffisamment de précision, ce que l'on conviendra d'appeler "secteur tertiaire moderne". (Contrairement au secteur secondaire, la limite de 10 salariés ne semble pas pertinente).

- de mettre au point un système d'observation apte à saisir le secteur tertiaire "traditionnel" ou "non structuré". Menées en étroite collaboration avec l'équipe travaillant sur le Secteur Non Structuré secondaire, ces études et enquêtes devraient en constituer le complément naturel. De plus, et tout comme pour le secteur secondaire, elles devront viser à compléter le système permanent d'observation du Commerce et des Services de type moderne, essentiellement sur les plans de l'emploi et des rémunérations, et de la valeur ajoutée.

Tout comme dans le cas de l'Enquête sur le Secteur Non Structuré Secondaire, un tel dispositif d'observation ne serait pas permanent : il viserait essentiellement à estimer la part du secteur non structuré dans la production nationale. Et cette estimation pourrait faire l'objet d'une actualisation à intervalles plus ou moins éloignés, parallèlement à un Recensement Général des Etablissements.

Ainsi se trouveraient mieux couverts les secteurs secondaires et tertiaires de l'économie tunisienne : le planificateur disposerait alors d'une Comptabilité Nationale plus adéquate.

2) Compréhension des mécanismes de la distribution des produits et de la formation des prix.

La saisie des mécanismes de la distribution suppose que soient menées des enquêtes de caractère qualitatif, et de ce point de vue, les monographies recueillies dans le cadre de l'enquête sur le Secteur Non Structuré doivent constituer le modèle de ce qu'il conviendrait de faire, moyennant les adaptations qui s'imposent, en particulier dans le domaine des recherches sur la quantification.

Pour ce qui est de la formation des prix, il s'agirait donc de confronter les données disponibles en matière de coûts et de prix à la production aux prix à la consommation et d'essayer, grâce aux études effectuées dans le secteur de la distribution, d'attribuer ces marges aux divers intermédiaires mis en évidence.

En fin de compte, la méthode utilisée devrait donc s'inspirer de celle qui a été élaborée à l'occasion de l'Enquête sur le Secteur Non Structuré : à savoir des monographies d'artisans et de commerçants suivies de sondages sectoriels dans les principaux secteurs de métiers. Bien entendu, monographies et sondages devraient, dans leur contenu, être adaptés à la réalité particulière du secteur tertiaire.

Sur le plan de coordination, l'enquête sur le Secteur Tertiaire serait étroitement liée à l'Enquête sur le Secteur Non Structuré, et serait menée en collaboration avec la Sous-Directeur de la Comptabilité Nationale, la Direction des Statistiques Economiques de l'I.N.S. Le Ministère du Plan, le Ministère du Commerce et le District de Tunis seront étroitement associés à l'enquête.

DIFFUSION INTERNE

LA RECHERCHE URBAINNE A L'ORSTOM

*tome 1: orientations
et projets*

ORSTOM PARIS
AOUT 1979

DIFFUSION INTERNE

LA RECHERCHE

URBAINE

A L'O.R.S.T.O.M.

Tome 1 :
ORIENTATIONS ET PROJETS

O.R.S.T.O.M. PARIS
août 1979